

Voici ce que dit Hugh **GIBSON**, premier secrétaire de la Légation américaine à Bruxelles, dans ***La Belgique pendant la guerre*** (*journal d'un diplomate américain*) en date du

5 août 1914

Hier matin, nous sortîmes de bonne heure pour aller entendre le discours du Roi à la Chambre des députés. Je fis route avec le ministre (**Note** : Brand Whitlock) et quelques collègues. A notre arrivée, les tribunes étaient déjà combles. La rue Royale depuis le Palais jusqu'au Parlement, et tout autour du parc, était noire de monde. Toutes les figures avaient l'expression intense d'un peuple que l'Histoire a vu souvent opprimé mais jamais soumis.

Les deux musiques militaires de la garde civique, placées en face du Sénat, s'efforçaient de jouer la *Brabançonne* à l'unisson, mais ni l'une ni l'autre ne jouait dans le ton et l'une fut toujours en avance d'une mesure sur l'autre. Ils jouèrent ainsi l'hymne national jusqu'au bout, puis le recommencèrent sans faire de pause. Ils ont soufflé et tambouriné sans arrêt pendant une demi-heure, et plus ils jouaient, plus la foule devenait enthousiaste.

Voyant combien les tribunes étaient bondées, je sortis sur le balcon avec Webber (de la légation d'Angleterre) pour voir l'arrivée du Roi et de la

Reine.

Lorsque les souverains quittèrent le palais, nous en fûmes avertis par la clameur d'applaudissements qui s'éleva de l'autre côté du parc. Au tournant de la rue Royale et de la rue de la Loi, la foule massée devant le Parlement fit une ovation à faire trembler les vitres. En tête marchaient l'état-major du Roi et les membres de sa maison ; puis, dans une voiture attelée à la daumont, venait la Reine avec les enfants royaux. Les vivats en son honneur furent si enthousiastes que personne n'eût pu y soupçonner la moindre méfiance causée par sa naissance et par son éducation allemandes. Elle est Reine des Belges, sans plus.

Deux ou trois voitures suivaient, avec des membres de la famille royale et des personnages de la Cour. Enfin le Roi, à cheval. Il portait la tenue de campagne d'un lieutenant-général, mais sans les décorations ni les ornements d'usage pour un discours du trône. Les officiers de son état-major, eux aussi, portaient une tenue de campagne plus que de parade.

Lorsque le Roi arrêta son cheval et mit pied à terre, les acclamations éclatèrent plus vibrantes et, dans une frénétique démonstration de loyalisme, cannes et chapeaux furent lancés en l'air.

A l'instant où le Roi entra dans le Parlement, un huissier me tira par la manche, me dit quelques mots incompréhensibles et me fit signe d'entrer.

Une tribune, qui avait été fermée par erreur, venait d'être rouverte et Webber et moi l'eûmes pour nous seuls. Quelques minutes après, le chargé d'affaires de Bolivie se joignit à nous. Nous n'étions pas à dix pas du trône et ne pouvions être mieux placés.

La Reine entra, répondit par un salut de la tête à l'enthousiaste bienvenue des membres des deux Chambres et s'assit sur un trône à la gauche de la tribune. Puis le Roi fit son entrée, seul, par la droite, s'inclina gravement vers l'assemblée, puis d'un pas rapide marcha vers le dais, situé au-dessus et en arrière de la tribune. D'un mouvement vif d'homme d'action, il jeta presque son képi sur le rebord de la tribune, y plaça ses gants blancs de coton, puis tira son discours et le lut.

Sa voix n'était pas très ferme au début, mais il la régla bientôt, et lut son discours jusqu'au bout d'une voix vibrante d'émotion, mais sans effets oratoires ou pathétiques. Il insista sur la nécessité vitale de l'union entre tous les partis, entre Flamands et Wallons, entre catholiques, libéraux et socialistes, dans une résistance opiniâtre à l'attaque dirigée contre l'indépendance belge. L'assemblée ne put se contenir longtemps et, le discours terminé, elle éclata en frénétiques acclamations. Lorsque le Roi, s'adressant directement aux membres du Parlement, leur dit : « *Êtes-vous décidés inébranlablement à maintenir*

intact le patrimoine sacré de nos ancêtres ? » toute la salle éclata en applaudissements, et des bancs des socialistes partirent des cris de « *Inébranlable-ment ! – Par la mort s'il le faut !* »

Le discours fut simple et énergique. En le prononçant, le Roi faisait vraiment figure de roi. Il envisagea le plus grand danger qui pût menacer son pays et son peuple : la perte de l'honneur. Quand il eut fini de parler, il s'inclina vers la Reine, puis vers le Parlement, et sortit rapidement de la salle, pendant que l'assemblée l'acclamait à nouveau. Sénateurs et députés se pressaient autour de lui sur son passage, cherchaient à lui serrer la main, et les socialistes, comme les autres, lui criaient leur loyalisme.

Aussitôt après son départ, la Reine se leva, s'inclina timidement vers l'assemblée et se retira avec les petits princes. On leur fit une ovation enthousiaste, chacun comprenant ce qu'il y avait de pénible dans sa situation et tenant doublement à lui marquer confiance et affection. Toute la cérémonie avait été émouvante, mais lorsque la petite Reine, d'un air timide et triste, répondit par un salut ceux qui l'acclamaient, les larmes montèrent à bien des yeux, aux miens en tout cas.

Les acclamations continuèrent encore après son départ ; puis, brusquement, il se fit un silence profond. M. de Broqueville, le premier ministre, était monté à la tribune et, debout, attendait un moment d'attention. Il était visiblement ému. Au

moment de parler, il essuya les larmes de ses yeux. Il dit qu'il se bornerait à lire quelques documents ; il espérait que les Chambres trouveraient le Gouvernement digne de la confiance qu'elles lui avaient accordée ; il demanda une décision immédiate sur certaines questions urgentes. Il commença par la lecture de l'ultimatum allemand, écouté d'abord dans le calme, puis avec une indignation et une colère difficiles à contenir. Sans commenter cette note, il lut ensuite la réponse qui fut adressée au ministre d'Allemagne, puis la dernière note remise par celui-ci, le matin même ; elle disait que « *par suite du refus opposé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi aux propositions bien intentionnées que lui avait soumises le Gouvernement impérial, celui-ci se verra, à son plus vif regret, forcé d'exécuter – au besoin par la force des armes – les mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises* ».

Après cette lecture, il fit un bref et vibrant discours, continuellement interrompu par les applaudissements. Les sénateurs et les députés se bousculaient pour lui serrer la main. Les socialistes eux-mêmes rivalisaient avec leurs collègues en démonstrations enthousiastes.

M. de Broqueville se leva de nouveau pour remercier les partis de l'opposition de lui avoir donné leur entier appui : « *Nous avons fait bloc*

pour rédiger la réponse à l'Allemagne. Aussi, le Roi, voulant reconnaître le concours patriotique accordé au Gouvernement par l'opposition, a-t-il décidé de nommer M. Émile Vandervelde ministre d'État ». Un tonnerre d'applaudissements partit de tous les bancs, et les députés et les ministres entourèrent aussitôt Vandervelde pour le féliciter. Celui-ci répondit au premier ministre par un cri qui domina les applaudissements : « *J'accepte* ».

Le Roi était monté en auto en quittant le Parlement, et se rendait à toute vitesse vers le Grand Quartier Général.

Von Stumm, le conseiller de la légation d'Allemagne, m'attendait à la légation. Son chef avait reçu ses passeports et allait partir. Il pria le ministre d'Amérique de prendre soin de la légation et des sujets allemands qui n'avaient pas encore quitté le pays. Je lui répondis que, dès son retour, le ministre demanderait, par câble, des instructions à Washington.

Pendant que nous déjeunions à la hâte, von Stumm revint avec son ministre, M. von Below. Celui-ci voulait faire aussitôt un arrangement provisoire, car le personnel de la légation devait partir pour la Hollande l'après-midi même, avant l'arrivée de la réponse de Washington.

Nous n'acceptons pas volontiers cette charge, même provisoirement, sans l'assentiment de Washington, mais nous y avons consenti pour des raisons d'humanité.

A cinq heures, nous nous rendîmes à la légation d'Allemagne. Un important détachement de gardes civiques la protégeait contre toute tentative de violence. Nous signâmes un protocole par lequel nous acceptions provisoirement ce qu'on appelle « *la garde des clefs et des sceaux* », et y apposâmes notre sceau. Le ministre et von Stumm paraissaient assez défaits. Assis chacun sur un coin de chaise, les sourcils froncés, ils allumaient fébrilement une cigarette après l'autre. Ils me firent de multiples recommandations, toutes urgentes, parce que, sans aucun doute, les Allemands seraient à Bruxelles dans les trois jours. Pendant cet entretien, le chancelier de la légation, Hofrath Grabowsky, entra dans la chambre. C'est le type du fonctionnaire allemand à cheveux blancs. Il allait et venait, un bâton de cire et des bandes de papier à la main, scellant les archives, tout en répondant à nos questions, posément et sans rien perdre de son calme. Jouions-nous une scène de comédie ? L'obscurité enveloppant progressivement la chambre, les deux diplomates nerveux, marquant l'anxiété, et ce vieux fonctionnaire qu'on laisse à la garde des archives et qui ne se départ pas de son calme, malgré l'approche du cataclysme ; tout cela semblait irréel, et j'avais peine à me convaincre de la réalité, si vraie pourtant, et si sérieuse.

Les deux diplomates allemands faisaient un tableau sinistre des conséquences de l'invasion

pour la Belgique, et ne cessaient de comparer leur armée à un rouleau compresseur qui nivellerait tout sur son chemin. Stumm disait : « *Ah ! les pauvres fous ! Pourquoi ne se garent-ils pas devant le rouleau compresseur ? Nous ne leur voulons pas de mal, mais s'ils se mettent en travers de notre route; ils seront terrassés dans la boue. Ah ! les pauvres fous !* »

Le Gouvernement avait commandé un train spécial pour les diplomates et les consuls-allemands. Ils sont partis à sept heures.

Avant de quitter Bruxelles, Below avait fait savoir aux sujets allemands que nous prendrions soin de leurs intérêts ; aussi, depuis lors, sommes-nous assaillis d'Allemands apeurés.

La peur les paralyse. Ils sont plusieurs centaines au consulat général d'Allemagne, approvisionné comme pour subir un siège. Le sentiment populaire leur est certes très hostile et l'on peut craindre des incidents regrettables, mais jusqu'ici rien ne justifie la panique.

Un prêtre belge, l'abbé Upmans, est venu dire qu'il avait plusieurs centaines d'Allemands à sa charge et demander que des mesures fussent prises pour les évacuer avant que la situation empirât. Après en avoir conféré avec le ministre, j'ai pris l'abbé en remorque et, accompagné de M. de Leval, nous allons au ministère des Affaires étrangères demander un train spécial pour emmener tout ce monde jusqu'en Hollande, et de

là en Allemagne. Ma suggestion reçut un accueil assez frais. « *Comment – me dit-on –, la mobilisation requiert l'utilisation de tous les wagons disponibles, et l'on irait chauffer des trains spéciaux au bénéfice des Allemands !* » J'ai fait valoir cependant que ces gens étaient sans secours, que leur rapatriement répondait autant à l'intérêt belge qu'à celui des Allemands, et qu'on éviterait ainsi le risque de violences contre les uns et de représailles contre les autres ; en outre, la police, déjà surmenée, serait déchargée de cette lourde surveillance. Après quelques objections du baron Donny, celui-ci finit par m'accompagner à la Sûreté publique, où nous reprîmes la discussion. Le chef de ce service comprit mon point de vue et plaida avec moi la cause du train spécial chez le ministre des Chemins de fer. Toutes les dispositions furent bientôt prises pour le voyage jusqu'à la frontière hollandaise. Ensuite je téléphonai à La Haye, à Marshal Langhorne, pour qu'il obtint du Gouvernement hollandais l'envoi d'un autre train qui transporterait nos gens de la frontière jusqu'en Allemagne. Langhorne se charge de cette affaire et j'attends sa réponse dans la matinée.

Il fut convenu que le train partirait à quatre heures du matin, de manière que la traversée des rues s'effectue à l'heure où elles sont désertes. Nous faisons savoir que ceux qui désirent partir doivent se présenter à cette heure-là, et nous

estimons qu'il en viendra de sept cents à un millier. Quel soulagement d'être débarrassé d'eux, et combien je respirerai plus à l'aise !

Le Gouvernement belge laisse partir indistinctement ceux qui sont aptes au service militaire et les autres !

Il court des histoires fantastiques sur le sort probable des Américains et de tous les étrangers, au jour où le champ de bataille se rapprochera de Bruxelles. Nous perdons un temps précieux à calmer les gens nerveux, tant hommes que femmes. Aussi, j'élabore un plan d'organisation des étrangers, et je le soumets au ministre : Pour occuper tout ce monde et lui donner l'impression que l'on fait quelque chose, il faudrait les réunir et former des comités ayant chacun une mission spéciale. Cela s'arrange aujourd'hui même. Un comité est chargé de trouver une maison qui puisse servir de refuge aux Américains, en cas de bataille dans le voisinage de Bruxelles ; un autre de faire des approvisionnements de vivres ; un troisième d'avertir individuellement les Américains et de s'assurer qu'éventuellement ils se rendront au lieu de refuge ; un quatrième de prendre soin des Américains nécessiteux, etc. Maintenant les voilà tous contents et travaillant d'arrache-pied. Ce travail n'aura probablement pas d'autre utilité pratique que de les tenir occupés. Mais c'est beaucoup !

La nuit dernière, nos télégrammes chiffrés

pour Washington furent renvoyés, par le bureau du télégraphe, avec une note disant que les dernières instructions du Gouvernement interdisaient de les transmettre. Le ministre et moi, nous courons aux Affaires étrangères où déjà d'autres collègues venaient dans le même but. Il n'y avait là qu'une erreur due à un ordre trop général du grand État-major. Cette nuit-là, j'ai travaillé avec le ministre jusqu'à trois heures du matin.

Un peu après huit heures, j'étais de nouveau assis à mon bureau, et bien qu'il soit maintenant minuit passé, je travaille encore. Je dors en moyenne de trois à cinq heures et, chose curieuse, j'engraisse.

Plusieurs fois j'ai été demander les dernières nouvelles aux légations de France et d'Angleterre. Ils sont aussi bien renseignés qu'il est possible de l'être dans la confusion générale et nous communiquent très aimablement tout ce qui est communicable.

Il a dû y avoir un sérieux engagement à Liège aujourd'hui, et les Allemands, qui veulent être maîtres de cette position avant de continuer leur avance vers la France, auraient été repoussés avec pertes par l'énergique résistance des Belges. Prisonniers allemands et blessés belges arrivent ce soir à Bruxelles.

Durant la bataille, une brigade belge de cavalerie légère a fait une charge au cours de laquelle un escadron de lanciers attaqua un

adversaire six fois plus nombreux. De cet escadron il ne reste plus qu'un seul officier. Le moral des Belges est splendide.

On travaille beaucoup à la Croix-Rouge. On se prépare à recevoir les blessés ; ceux qui ont une grande maison la convertissent en hôpital, d'autres font des bandes pour les pansements, d'autres s'occupent d'approvisionnements divers : chacun est occupé.

Les attachés militaires sortent en uniforme. Chaque légation a fait mettre un drapeau sur son automobile et une pancarte avec les lettres **C.D.**, qui signifient, sans doute, *Corps Diplomatique*, mais personne ne le sait au juste.

On parle déjà du transfert de la Cour et du Gouvernement à Anvers, pour s'y mettre en sûreté derrière les fortifications. Si les Allemands avancent au delà de Liège, le Gouvernement devra nécessairement partir et le corps diplomatique le suivra probablement.

Les civils allemands passent un mauvais quart d'heure, et je préférerais les savoir de l'autre côté de la frontière. Ce n'est pas qu'on leur ait fait grand mal jusqu'ici, sauf quelques magasins pillés à Anvers et les deux ou trois personnes molestées ici. On m'a raconté le cas d'un homme qui a été malmené, à sa grande surprise, pour avoir dit à des consommateurs attablés à la terrasse d'un café : « *Parlez français tant que vous pouvez, car bientôt vous parlerez tous allemand.* »

Notes de Bernard GOORDEN.

Vous trouverez la version originelle anglophone, pour cette date du 5 août 1914, extraite de ***A journal from our Legation in Belgium*** (1917), notamment au lien suivant :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140805%20HUGH%20GIBSON%20JOURNAL%20FROM%20OUR%20LEGATION%20IN%20BELGIUM.pdf>

Découvrez la version française des *mémoires* de Brand **WHITLOCK**, traduite à partir de ***Belgium under the German Occupation: A Personal Narrative***, en l'occurrence ***La Belgique sous l'occupation allemande : mémoires du ministre d'Amérique à Bruxelles***. Pour les liens des 59 chapitres relatifs à **1914** :

<http://idesetautres.be/upload/BRAND%20WHITLOCK%20LIENS%20INTERNET%201914%20BELGIQUE%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Recoupez ces informations par celles d'Auguste **VIERSET** (1864-1960), secrétaire puis chef de cabinet d'Adolphe MAX, de 1911 à 1939 (année de la mort du bourgmestre, encore en fonction), lui a consacré une biographie : ***Adolphe MAX***. La première édition, de 1923, comportait 46 pages. C'est de la deuxième édition, de 1934 (comportant 226 pages), que nous avons extrait le chapitre « *Sous l'occupation allemande* » (pages 29-71) :

<http://www.idesetautres.be/upload/VIERSET%20ADOLPHE%20MAX%20SOUS%20OCCUPATION%20ALLEMANDE.pdf>

Il fut l'*informateur* du journaliste argentin Roberto J. **Payró** (1867-1928) pour sa série d'articles, traduits en français par nos soins :

« *Un ciudadano ; el burgomaestre Max (1-5)* » ; in ***La Nación*** ; 29/01-02/02/1915 :

pour le début de l'évocation relative à août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140817%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 18 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140818%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour le 19 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140819%20PAYRO%20%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 20-23 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140820%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 24-27 août 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140824%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR..pdf>

pour les 28 août / 2 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140828%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

pour les 16-27 septembre 1914 :

<http://idesetautres.be/upload/19140916%20PAYRO%20UN%20CIUDADANO%20EL%20BURGOMAESTRE%20MAX%20FR.pdf>

Découvrez aussi l'article de synthèse de Roberto J. **Payró**, en l'occurrence la version française de « *La Guerra vista desde Bruselas ; diario de un testigo ; **neutralidad de Bélgica** (20-25) » ; in **La Nación** ; 07-12/12/1914 :*

<http://idesetautres.be/upload/191412%20PAYRO%20NEUTRALIDAD%20BELGICA%20FR.pdf>

Voyez aussi ce que dit Roberto J. **Payró**, dans « *Desde Bélgica. Diario de un testigo (4) »*, in **La Nación** ; 25/09/1914 (se réfère aux datés 19140803 19140804 19140805) :

en particulier du 4 août 1914 :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140804%20PAYRO%20DIARIO%20DE%20UN%20TESTIGO%20DESDE%20BELGICA.pdf>

Version **française** :

<http://www.idesetautres.be/upload/19140804%20PAYRO%20DIARIO%20DE%20UN%20TESTIGO%20DESDE%20BELGICA%20FR.pdf>

en particulier du 5 août 1914 :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140805%20PAYRO%20DIARIO%20DE%20UN%20TESTIGO%20DESDE%20BELGICA.pdf>

Version **française** :

<https://www.idesetautres.be/upload/19140805%20PAYRO%20DIARIO%20DE%20UN%20TESTIGO%20DESDE%20BELGICA%20FR.pdf>